

NOS LUTTES ONT CHANGÉ NOS VIES... ET LE QUÉBEC!

La remémoration des luttes passées nous enseigne que les changements dans la société et dans les mentalités passent par les luttes sociales et que celles-ci sont source de nouveaux savoirs et de nouvelles pratiques émancipatrices.

Diane Lamoureux

L'auteure est professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval

Il est d'usage de penser que l'histoire du Québec moderne a commencé avec la Révolution tranquille dans les années 1960 et que nous devons la modernisation du Québec à «l'équipe du tonnerre» rassemblée par Jean Lesage, un club d'hommes blancs issus pour la plupart de milieux privilégiés. Un tel récit oblitère le rôle des mouvements sociaux qui, dès les années 1940, ont mené des luttes qui ont rendu possible cette Révolution tranquille et qui, depuis, se sont battus d'arrache-pied pour bâtir un État-providence. Ne serait-ce que pour éviter cela, il est important de se remémorer les luttes que nous avons dû mener au cours des 60 dernières années pour les droits sociaux, civils et politiques dans le Québec contemporain et pour changer les mentalités et les rapports sociaux.

Cette mémoire ne doit pas se complaire dans la nostalgie du «bon vieux temps», mais servir au contraire de tremplin aux luttes que nous menons ici et maintenant. Elle doit également se transmettre aux nouvelles générations militantes dans une atmosphère d'égalité et de réciprocité: il est de la responsabilité des militants et des militantes les plus anciens de faire part de leur expérience, de leurs bons coups comme de leurs échecs, mais il est aussi du devoir des plus jeunes de faire le tri dans cet héritage. La transmission est toujours bilatérale et ne peut inclure de mode d'emploi.

À l'heure où nos gains sont malmenés, il importe de remonter aux sources pour montrer que ce sont aux puissantes mobilisations que nous les devons, et non à la bienveillance de quelques élites politiques.

Des mobilisations aux politiques publiques

Les transformations des diverses situations sociales des femmes, les garderies, la Charte des droits et libertés de la personne, l'égalité civile entre personnes homosexuelles et hétérosexuelles, l'existence de services d'avortement gratuits et relativement accessibles: tout cela a d'abord pris naissance dans des cercles militants et s'est développé dans la rue avant de se traduire en politiques gouvernementales. À l'heure où ces gains sont malmenés et où bon nombre d'entre nous ne se rappellent même plus leur origine, il importe de remonter aux sources pour montrer que ce sont aux puissantes mobilisations sociales que nous devons ces transformations, et non à la bienveillance de quelques élites politiques.

La Charte québécoise des droits et libertés de la personne a été rendue possible non seulement par le travail de la Ligue des droits et libertés, mais également par l'action de divers mouvements sociaux qui ont lutté pour obtenir des droits et demandé que ceux-ci soient solennellement reconnus par l'État, surtout après l'utilisation par le gouvernement Trudeau de la Loi sur les mesures de guerre au Québec en octobre 1970. Ce sont les mouvements sociaux qui ont aussi fait pression pour que cette Charte ne se limite pas aux droits civils et politiques, mais comprenne également les droits économiques, sociaux et culturels.

L'égalité des droits civils entre les personnes homosexuelles et hétérosexuelles doit beaucoup aux luttes menées par des



Ligue des droits et liberté, affiche, 61 x 46 cm.
Artiste: Valérie Gill, 1988